

DU 20 JUILLET 1936... AU «COMITÉ DES MILICES ANTI-FASCITES» (*) ...

Ce fut un jour très long, ce 20 juillet. Il avait commencé le 18.

Ce fut le jour de la grande victoire.

Ce fut le commencement de la grande défaite.

Et la grande défaite commença au moment où Companys appela par téléphone le secrétariat du Comité régional de la CNT de Catalogne pour demander à s'entretenir avec une délégation de la CNT.

Il y avait deux heures que Ascaso était mort. Il y avait un jour que Alcodori était mort. Il y avait trente heures que les uns après les autres, près de quatre cents compagnons anarcho-syndicalistes étaient morts dans les rues de Barcelone. Ils seraient bientôt oubliés. C'est seulement si on oublie les morts qu'on peut abandonner les idées. C'est ce qui est arrivé.

Au soir du 20 juillet 1936, commençait le déclin de cette grande organisation syndicale unique au monde, qui luttait pour une société complètement différente de celle que nous apportait le système capitaliste avec ses gouvernements, ses armées et ses bureaucrates.

Quand la délégation CNT (1) qui s'était rendue chez Companys revint rendre compte au Comité régional, alors que les foyers de résistance militaire étaient vaincus dans toute la ville, que les combats n'étaient plus utiles dans les rues bloquées par les barricades des confédéraux, alors, dans les vieux locaux du syndicat de la Construction de la rue Mercaders où le Comité régional de la CNT avait un bureau, commencèrent à défiler bon nombre de ceux qui n'avaient pas pris part à l'épopée que venait de réaliser le prolétariat confédéral. L'un des premiers était Diego Abad de Santillán, avec un énorme pistolet Mauser à la ceinture. Puis Federica Montseny portant aussi à la ceinture, dans un coquet étui de cuir, un minuscule petit pistolet qu'elle devait avoir depuis des années pour sa défense personnelle dans cette maison-tour du quartier bourgeois de Guinardó où elle vivait.

Devoir dire la vérité est pénible. La nuit du 19 au 20 juillet, nous somnolions, Ascaso, Durruti et moi, par terre, appuyés contre un arbre, sur la Place du théâtre des Ramblas. Il y avait à côté de nous le leader socialiste Vila Cuenca avec sa winchester entre les jambes. Julian Gorkin, chef - avec Andrés Nin - du POUM, est passé par là avec son énorme pistolet à la ceinture. Mais je n'ai pas vu Santillán, ni Federica, ni Alaiz, ni Carbo, ni aucun de ceux qui dans les assemblées et réunions revendiquaient le leadership de la CNT-FAI que détenaient tacitement Ascaso, Garcia Oliver et Durruti. Ils se prenaient pour l'état-major de l'intellect, ce qui semblait leur épargner de devoir se battre dans la rue. Je pus m'apercevoir par la suite qu'intellectuellement non plus ils ne valaient pas grand-chose.

Nous avons expliqué, Durruti et moi, le résultat de l'entretien avec Companys. Companys reconnaissait que nous seuls, les anarcho-syndicalistes de Barcelone, avions vaincu le soulèvement militaire ; il déclara qu'on ne nous avait jamais traités comme nous le méritions et que nous avions été injustement

(*) Le choix de cet extrait et le titre qui lui est affligé sont l'œuvre d'*Anti.mythes*.

(1) Cette délégation était formée de José Asens du Comité régional, de Aurelio Fernández, Durruti et moi, qui appartenions tous au *Comité de défense confédéral de Catalogne* et formions son bras armé. Il y avait également Abad de Santillán, je n'ai jamais compris pourquoi. Est-ce qu'il était mandaté parce qu'il appartenait au Comité péninsulaire de la FAI ou pour son culot ?

poursuivis. Maintenant que nous étions maîtres de la ville et de la Catalogne, nous pouvions choisir d'accepter sa collaboration ou de le renvoyer chez lui.

Mais si nous pensions qu'il pouvait être utile dans la lutte, elle était finie dans la ville, mais nous ne savions pas quand et comment elle finirait dans le reste de l'Espagne, nous pouvions compter sur lui, sur sa loyauté d'homme et de politique. Il était convaincu que ce jour marquait la fin des temps sombres et qu'il souhaitait sincèrement que la Catalogne marche en tête des pays avancés dans le domaine social. Que, vu les moments d'incertitude vécus dans le reste de l'Espagne, il était prêt, lui, en tant que président de la Generalitat, à assumer toutes les responsabilités et, tous unis dans une organisation de combat qui pourrait être un Comité des milices antifascistes, à prendre la direction de la lutte en Catalogne. Cela pourrait se faire immédiatement, car il avait convoqué en même temps que nous tous, les représentants de tous les partis et organisations antifascistes; ils étaient réunis dans une salle contiguë et avaient déjà donné leur accord pour la création d'un *Comité des milices antifascistes*. Pour nous prouver que c'était vrai, il nous fit passer dans l'autre salle où il y avait en effet Comorera, de *Unio Socialista de Catalunya*, Vidiella, du *Parti Socialiste Ouvrier Espagnol*, Ventura Gassol, de *Esquerra Republicana*, Pey Poch de *Accio Catala*, Andrés Nin du POUM, et Calvet des *Rabassaires* qui s'empressèrent de nous saluer.

Nous sortîmes de la salle où ils étaient réunis. Après un bref échange d'impressions, la délégation de la CNT de Catalogne fit savoir à Companys que, ignorant ce qu'on allait nous proposer, nous étions venus pour écouter, nous ne pouvions pas décider, mais nous promettons de transmettre immédiatement son message au Comité régional de la CNT qui lui communiquerait sa décision dès que possible.

Le Comité régional, après une rapide délibération à laquelle participaient plusieurs compagnons, téléphona à Companys pour lui dire qu'on acceptait le principe de la création d'un *Comité des milices antifascistes de Catalogne* à condition de nous accorder sur la participation de chaque formation. Il fallait attendre, pour que la décision soit définitive, un *Plénum d'Unions locales et régionales* qui se tiendrait le 23, mais on pouvait faire avancer les préparatifs de façon à entrer en fonction sans tarder si l'assemblée plénière donnait son accord. Nous étions chargés provisoirement, Aurelio Fernandez, Durruti et moi, de poursuivre les démarches.

Le soir de ce même jour se tenait notre première réunion, encore informelle, avec José Tarradellas, Artemio Aiguader et Jaime Miratvilles de *Esquerra Republicana de Catalunya*; Pey Poch de *Accio Catala*; Comorera de *Unio Socialista de Catalunya*, Rafael Vidiella de l'UGT et du PSOE et Gorkin du POUM. On accepta la proposition de Tarradellas d'exclure du Comité *Estat Catala* parce que son chef actuel, Dencas était un agent fasciste réfugié en Italie. Ma proposition de répartition dans le Comité des milices fut acceptée: trois postes pour la CNT, trois pour l'UGT, trois pour la *Esquerra Republicana*, deux pour la FAI, un pour *Accio Catala*, un pour le POUM, un pour les socialistes, un pour les *Rabassaires* (Fédération de syndicats agricoles de Catalogne créée en 1922).

Machiavels en savates

Je ne suis pas rentré chez moi. Du bâtiment du Club nautique où nous pensions établir le *Comité des milices antifascistes* et où nous avions eu notre première réunion, je suis allé à un petit hôtel des environs du port avec Garcia Vivancos, Aranda (2) et quelques autres.

J'avais l'esprit en alerte. Je sentais qu'entre hier et aujourd'hui commençait une période révolutionnaire inquiétante qui poserait des problèmes insoupçonnés et exigerait une solution, laquelle devrait être rapide, nouvelle, complètement originale et sans lien avec le passé qui, bien que presque disparu, tenterait inlassablement de se reproduire. Toute révolution porte en soi la contre-révolution. La révolution est une marche en avant à partir d'un point donné, la contre-révolution est un retour au point de départ et parfois encore en arrière.

(2) Vicente Aranda, valencien connaissait bien le travail de la huerta; c'était un homme d'action qui se battit avec courage au côté de ses compagnons du quartier pour prendre la caserne des artilleurs de la rue Icaria. Il choisit de se joindre à mon escorte et était d'accord avec mes positions, comme la plupart des hommes d'action. Comme eux, il voulait «*tout en même temps*». Plus tard, au Mexique, il est devenu communiste parce qu'il croyait, comme Jover et d'autres, que l'*Armée rouge* irait jusqu'aux Pyrénées.

D'autres non plus n'ont pas dû dormir cette nuit-là. Que faisaient et qui étaient les contre-révolutionnaires qui ne devaient pas dormir non plus? Des amis connus? Des ennemis inconnus?

Dans ces moments-là, la contre-révolution, c'était Companys. Notre but à nous, les anarcho-syndicalistes de la CNT, était d'établir le communisme libertaire. Mais tout de suite, à l'instant, comme en témoignent les multiples tentatives réalisées en Catalogne et dans toute l'Espagne pendant la République. Ou bien est-ce que je me trompais?

La proclamation du communisme libertaire dans le bassin minier de Sallent et Cardona était une chimère le 8 janvier 1933 aussi? Quand les *Jeunesses libertaires* proclamèrent le communisme libertaire à Tarrasa, c'était une illusion? Étions-nous des révolutionnaires ou seulement un autre bataillon d'assaut au service de Companys et de la Generalitat? Dès le début, le Comité des milices m'apparaissait comme un renoncement à notre intégrité révolutionnaire et Companys, avec sa nervosité et sa précipitation, allait nous obliger à reconsidérer notre décision. Non pas que ce rassemblement de toutes les organisations antifascistes fût forcément mauvais, mais parce que venant de Companys, président de la Generalitat, l'initiative portait en soi l'intention de gagner du temps pour que tout redevienne ensuite comme avant le soulèvement militaire.

Companys, chef du gouvernement d'une petite république méditerranéenne était comme tous les seigneurs des Républiques italiennes de la Renaissance. Chef de petites nations, il s'ennuyait dans l'immensité de leur palais et ne pouvait pas partir conquérir le monde comme le faisaient dans l'Antiquité les villes-États. Pour écrire *Le Prince*, Machiavel n'eut qu'à rassembler les intrigues et félonies des princes de la Méditerranée et de l'Adriatique.

Companys était comme ça. La *Esquerra Republicana de Catalunya* et la Generalitat étaient d'essence bourgeoise. Il fallait défendre le mode de vie bourgeois chez soi. «*Quoi de plus normal!*». Avoir deux bonnes (l'idéal était cinq); deux automobiles, une pour aller au travail, l'autre avec chauffeur pour amener Madame faire ses courses et ses visites; passer dans les bars acheter du jambon serrano et du chorizo de la Rioja, passer à *La Mallorquina* de la rue Petritxol acheter des brioches pour le chocolat de l'après-midi et le gâteau à la crème pour le dessert du déjeuner ou du dîner. Et comme disait le chauffeur de Madame qui était de Manresa: «*Les Maures, que le Christ les tue!*».

À peine sortis du Palais de la Generalitat, nous pesions le pour et le contre du projet de Comité des milices pour prendre en charge toute la vie politique et sociale en Catalogne. Alors que Companys, pénétré du rôle historique qu'il devait jouer, dut penser que *Le Prince de Machiavel*, qui était ouvert sur sa table de chevet, le montrait du doigt et lui disait: «*Idiot, pourquoi as-tu fait tant de concessions?*».

Companys se décida. Il renvoya avec un grand sourire les chefs des petits partis qui tournaient autour de lui et fit appeler le commandant Pérez Farras, toujours docile à ses ordres, et Luis Prunés qui était aussi de son parti.

Il leur donna rendez-vous en pleine nuit, à deux heures, parce qu'il devait auparavant consulter diverses personnes et ensuite méditer profondément ce qu'il avait décidé de faire: revenir sur la proposition faite à la délégation de la CNT-FAI, mais de façon subtile. Ce qu'il pensait faire sans consulter personne, sauf Pérez Farras et Luis Prunés, aurait le double avantage de réduire à néant le Comité des milices avant sa naissance sans que personne ne s'en rende compte: qui lirait ces jours-ci le *Bulletin officiel de la Generalitat de Catalogne* si personne ne le lisait jamais? Dommage qu'il ne puisse pas paraître deux jours plus tard.

En effet, deux jours, plus tard paraissait dans le Bulletin officiel le décret suivant:

«*La rébellion fasciste a été vaincue par l'héroïsme populaire et celui des forces loyales. Il faut donc finir d'anéantir dans toute la Catalogne les derniers noyaux fascistes et prendre des mesures contre un éventuel danger de l'extérieur. C'est pourquoi, sur la proposition de la présidence et avec l'accord du conseil exécutif, je décrète:*

1- *Sont créées les milices citoyennes pour la défense de la République et la lutte contre le fascisme et la réaction.*

2- *Est nommé chef des milices citoyennes de Catalogne Enrique Pérez Farras.*

3- *Est nommé commissaire à la Défense de la Generalitat le conseiller Luis Prunés Sato, avec les pouvoirs nécessaires à l'organisation des milices populaires.*

4- *Est nommé un comité de liaison et de direction des milices citoyennes, constituées d'un délégué désigné par le Conseil de gouvernement, un autre par le Commissariat général à l'ordre public, et les représentants des organisations ouvrières et politiques qui ont participé à la lutte contre le fascisme.*

5- *Dans toute la Catalogne et sous la présidence des commissaires de la Generalitat ou de leurs représentants, seront constitués les Comités locaux de défense, qui agiront à tout moment en accord avec les dispositions du Comité central».*

Avec son coup d'audace machiavélique, Companys mettait dans un sac le Comité des milices nais-santes, lui donnait deux pères putatifs, le baptisait du nom de *Comité de liaison et de direction des milices citoyennes*, qui perdaient le nom d'antifascistes auquel les militants de la CNT-FAI étions très attachés et le tout passait sous le contrôle du conseiller du Gouvernement et du commissaire général à l'ordre public. Cela pour Barcelone, car dans le reste de la Catalogne, les *Comités locaux de défense* qu'il voulait former devaient être soumis aux commissaires de la Generalitat.

Companys n'avait pas une idée juste de ce qui s'était passé en Catalogne. Il oubliait que, malgré le non-respect des engagements pris en son nom par ses représentants officiels, Trabal, Farreras et Salvat, le *Comité de défense Confédéral* de Catalogne avait battu et anéanti l'armée rebelle alors que Companys et ses 5.000 «escamots» avaient dû se rendre le 6 octobre 1934.

Companys oubliait combien il avait été naïf d'utiliser la même tactique qui avait échoué en octobre 1934, de vouloir diriger les combats à la radio, depuis des micros placés dans son bureau de la Generalitat, laissant la rue, élément vital, aux membres du *Comité de défense confédéral*. Comme il avait été naïf de croire à la reddition du général Goded, enfermé dans une poche par les anarcho-syndicalistes qui occupaient l'Avenue Icaria, la rue Pedro IV, les Rondas depuis San Pedro jusqu'au port, l'avenue Layetana, les Ramblas et le Paralelo avec la Ronda de San Pablo.

Il oubliait que tout message peut contenir un code, qu'à Mataro, Gérone, Figueres, Valls, Reus, Tarragone et Lérida, l'armée était encore debout et que, en venant, Goded avait sûrement laissé des forces pour tenter un débarquement en appui à ces forces en province. Il était naïf parce que la reddition de Goded ne concernait que sa personne, il ne donnait pas l'ordre de se rendre à toutes les troupes qui formaient la 4^{ème} Région militaire, mais les dispensait seulement d'obéir à ses ordres.

Les conséquences de cette pseudo reddition de Goded allaient se manifester immédiatement. D'une part, il ne se rendit pas devant le *Comité de défense confédéral*, qui était celui qui l'avait vaincu. Les rebelles qui tiraient depuis les bureaux et les vieux locaux militaires de Atarazanas, au carrefour des Ramblas et des rues San Francisco et Colon, ne savaient pas à qui se rendre, car on n'avait pas établi de règles pour cette reddition confuse, et continuaient à tirer. D'autre part, les anarcho-syndicalistes n'obéissaient qu'aux ordres du *Comité de défense confédéral*, situé Place du théâtre, sous un camion, et celui-ci après délibération, avait décidé de refuser la douteuse reddition de Goded et de continuer la lutte jusqu'à l'anéantissement complet des rebelles ou leur reddition totale aux forces combattantes.

Dans l'euphorie de la victoire qui lui tombait dans les mains sans qu'il eût fait, lui ni son parti, le moindre sacrifice. Une fois passée la peur de revivre l'humiliation d'octobre 1934 quand il dut expliquer à la radio sa capitulation, Companys dut croire qu'après la reddition de Goded, les hommes de la CNT poseraient les armes et rentreraient chez eux, heureux d'avoir aidé la garde d'assaut à maîtriser les militaires.

Que d'illusions...! À ce moment-là, j'expliquais à Durruti et Ascaso, réunis sous le camion, qu'une razzia des armes allait commencer dans les casernes de toutes les villes de Catalogne qui avaient des garnisons militaires et qu'il ne fallait pas tenir compte de la reddition de Goded ni baisser la garde de nos combattants. Il fallait continuer la lutte jusqu'à la capitulation totale des rebelles pour être sûr que nous étions bien vainqueurs et détruire une fois pour toutes le mythe que les travailleurs seraient toujours vaincus par l'armée.

Et pour donner une profondeur révolutionnaire à la lutte, nous l'avons poursuivi presque une journée de plus, jusqu'à obtenir enfin la capitulation des derniers rebelles qui nous avaient donné du mal dans les bureaux militaires et à Atarazanas. Allions-nous tout laissaient tomber, laisser Companys nous réduire, par son décret, à la condition de lointains auxiliaires du Commissariat à l'ordre public? Non.

La présence à la réunion du lendemain de délégués peu influents dans leurs propres partis et au nom à peine connu à ce jour, révélait sans doute la possibilité que, dans notre dos, tous les partis et organisations s'étaient déjà réunis et avaient convenu de façon tacite de minimiser l'importance du *Comité central des milices antifascistes*. De notre côté, nous étions trois, désignés par le Comité régional de la CNT: Buenaventura Durruti, José Asens et moi. Les délégués du Comité régional de la FAI étaient Aurelio Fernández et Diego Abad de Santillán ; ceux de la *Esquerra Republicana de Catalunya*, Artemio Ayguader, Jaime Miravitlles et Juan Pons; Tomás Fábregas pour *Accio Catala*; José Torrens pour l'*Union des Rabassaires*; José Rovira Canals pour le POUM; José Miret Yuste pour l'*Unio Socialista de Catalunya* et pour l'UGT José del Barrio, Salvador González et Antonio López.

Étaient aussi présents sans qu'on leur prête attention, les envoyés de Companys qui, devaient occuper les divers commandements prévus dans son décret sur les milices citoyennes: Pérez Farras, chef des milices citoyennes de Catalogne, Luis Prunés Salto, commissaire à la Défense de la Generalitat et Vincent Guarner, représentant du commissaire général à l'ordre public.

Au début de la réunion, Luis Prunés nous informa que, en accord avec le décret paru dans le Bulletin officiel, lui et les personnalités présentes étaient réunis pour lancer la création des milices citoyennes.

Je l'interrompis sèchement pour lui dire que nous n'étions pas là pour parler de milices citoyennes dont nous n'avions pas eu connaissance, mais pour organiser le *Comité des milices Antifascistes de Catalogne*, dont le principe avait été accepté pendant le bref entretien qu'avaient eu les représentants de la CNT et le président de la Generalitat, avec l'accord des dirigeants de toutes les organisations antifascistes de Catalogne. Et c'était ce que nous allions faire immédiatement, je venais présenter le projet de la constitution et des compétences de ce Comité.

Je lus le projet, écouté attentivement par tous. Comme les délégués n'avaient reçu aucun autre projet, il n'y en avait pas, le mien fut discuté point par point. Après plusieurs amendements, on accepta ceci:

«Le Comité des milices antifascistes de Catalogne, constitué en accord avec le décret paru au Bulletin officiel d'aujourd'hui, a pris les décisions suivantes qui devront être respectées par tous les citoyens:

Un: L'ordre révolutionnaire est instauré et toutes les organisations faisant partie du Comité s'engagent à le maintenir (3).

Deux: Pour le contrôle et la surveillance, le Comité a nommé les patrouilles nécessaires afin de faire respecter scrupuleusement les ordres qui en émanent. Les patrouilles porteront l'accréditation officielle qui rendra effective leur mission.

Trois: Ces patrouilles seront les seules reconnues par le Comité. Tout usurpateur sera considéré comme factieux et subira les sanctions déterminées par le Comité.

Quatre: Les patrouilles de nuit seraient particulièrement sévères contre ceux qui altéreraient l'ordre révolutionnaire.

Cinq: D'une heure à cinq heures du matin, la circulation serait limitée aux personnes suivantes: a- tous ceux qui prouveraient appartenir à l'une des organisations du Comité des milices, b- les personnes munies d'éléments garantissant leur moralité, c- celles qui pourraient justifier d'un cas de force majeure les obligeant à sortir.

Six: Les organisations qui constituent le Comité sont autorisées à ouvrir des centres de recrutement et d'entraînement afin de recruter des effectifs pour les Milices antifascistes.

Sept: Le Comité espère que, vu la nécessité d'établir un ordre révolutionnaire pour lutter contre les noyaux fascistes, il n'aura pas besoin d'avoir recours à des mesures disciplinaires pour se faire obéir.

(3) Ce premier article, ainsi que le septième et le dernier furent les plus discutés par Artemio Ayguader et par moi. Lui demandait son annulation à cause des interprétations que l'on pourrait donner à «*instaurer un ordre révolutionnaire*», alors que moi je défendais qu'il fallait justement affirmer qu'à partir de ce moment allait s'établir un nouvel ordre des choses et que le Comité des milices allait le guider et le soutenir.

Le Comité: Esquerra Republicana de Catalunya: Artemio Ayguader, Jaime Miravitlle et Juan Pons; Parti de l'Accio Catala: Tomás Fábregas; Union des Rabassaires, José Torrens; Unio Socialista de Catalunya, José Miret Yuste; POUM, José Rovira Canals; CNT, Buenaventura Durruti, José Asens et Juan García Oliver; FAI, Aurelio Fernandez et Diego Abad de Santillán; UGT, José del Barrio, Salvador González et Antonio López».

La constitution du *Comité des milices antifascistes de Catalogne*, formé des représentants autorisés de tous les partis et organisations antifascistes, déjoua les plans du président Companys puisqu'on ne tint aucun compte du décret paru dans le *Bulletin officiel*. Luis Prunés fit une dernière tentative d'aller dans le sens du décret de Companys. Après que tous les représentants aient signé l'acte, il demanda «*comment faire entrer la nomination de Pérez Farra et la sienne dans le fonctionnement du Comité*» et je répondis que ces nominations ne rentraient pas du tout dans le cadre du Comité des milices proprement dit puisqu'il était définitivement constitué par les représentants qui avaient signé l'acte de constitution.

Immédiatement après la constitution du Comité, nous avons réparti les postes entre les délégués. Juan Garcia Oliver fut nommé chef du département de la Guerre; Aurelio Fernandez, chef de la Sécurité intérieure; Durruti, chef des Transports; Miravitlle, chef de la Propagande et Torrens, chef des Approvisionnements. Asens et Fábregas furent rattachés au département de la Sûreté intérieure et Abad de Santillán se proposa lui-même pour la Guerre comme chargé de la préparation des milices.

Quand on vit la menace d'une avancée militaire fasciste depuis l'Aragon et l'utilité de préparer des colonnes de miliciens volontaires pour l'arrêter, l'idée qui fut acceptée immédiatement fut que pour mieux l'arrêter, il fallait marcher rapidement sur Saragosse et la conquérir, et ensuite Huesca. Une fois cela décidé, Durruti se proposa, et personne ne dit non, pour commander la première colonne de miliciens, en promettant de conquérir avant huit jours la capitale de l'Aragon.

Tout le monde accepta avec enthousiasme. Moi seul avais des doutes (que j'ai tus) sur la capacité de Durruti à commander une opération d'une telle envergure. Mais Durruti argumentait avec beaucoup d'assurance et demanda que le commandant Pérez Farras l'accompagne comme technicien militaire de la colonne. Pérez Farras accepta et nous tous aussi. J'étais étonné, je connaissais bien Durruti et je ne l'avais jamais vu aussi détendu et sûr de lui.

Ce même jour, il fallut demander au Comité régional de la CNT de remplacer Durruti au Comité des milices et ce fut Marcos Alcón, ancien militant du syndicat du Verre mais qui travaillait depuis quelque temps, pour des raisons de santé, dans des spectacles publics.

J'ignorais l'histoire militaire de Pérez Farras. Le sergent Manzana était un homme serein et capable, à la tête d'un petit détachement. Je savais que Durruti avait une énorme force de volonté, mais qu'il n'avait pas d'initiative. Cependant les révoltes produisent des miracles, elles changent les personnalités et transforment ce qui semble inerte. Puisque Durruti s'était proposé, il devait ressentir une forte impulsion. Pourtant, je ne sortais pas de mon étonnement et me demandais comment se comporterait Durruti sans la compagnie d'Ascaso.

Juan GARCÍA OLIVER.